

Les retraités ont « le sentiment d'être méprisés »

Lors d'une conférence de presse tenue ce jeudi à la maison des syndicats à Colmar, l'intersyndicale des retraités du Haut-Rhin exprime ses revendications concernant les enjeux actuels liés au vieillissement de la population.

● 10 % d'une pension consacrés à la mutuelle

L'annonce du gouvernement concernant la revalorisation des pensions de 5,2 % au 1^{er} janvier 2024 est jugée insuffisante pour les syndicats. « Le coût de la vie a augmenté de plus de 14 % », rappelle Jean-Jacques Umhauer, représentant de la FSU (fédération syndicale unitaire). L'intersyndicale 68 a récolté plus de 500 signatures dans le Haut-Rhin pour une pétition réclamant une revalorisation de la pension des retraités de 10 %. « Depuis que Macron est président, chaque retraité a perdu environ trois mois de pension. On a ce sentiment d'être méprisés », ajoute le syndicaliste.

Les retraités observent aussi une augmentation des tarifs des assurances santé. « Avec la loi de la protection sociale, toutes les cotisations de la mutuelle ont augmenté de 9 % et les remboursements ont diminué. Certaines personnes dépensent 10 % de leur pension dans leur mutuelle. Certaines



Jean-Jacques Umhauer, représentant de la FSU, et Patrick Hoernle, pour la CGT, jeudi lors d'une conférence de presse à la maison des syndicats à Colmar. Photo Hervé Kielwasser

arrêtent de prendre des mutuelles pour ces raisons, d'autres sont contraintes de choisir leurs soins. »

● Des contrôles dans les Ehpad

« Dans le Haut-Rhin, trois Ehpad privés sous la gestion d'un même administrateur ont été le théâtre d'incidents préoccupants », dénonce Patrick Hoernle, représentant de la CGT. « Depuis la publication du livre *Les Fossyeurs*, on nous a promis des contrôles dans les établissements. On ne

sait pas s'il y en a eu. Par qui ? Comment ? Autant de questions qui restent sans réponses. »

L'intersyndicale souligne également un manque de personnel « flagrant » : « Il devrait y avoir un soignant par patient. On compte 0,6 soignant par résident. »

Leurs propositions relatives aux Ehpad incluent la suppression des taxes sur le coût de l'énergie pour les établissements, la non-subvention des Ehpad privés réalisant des bénéfices, et le rejet de toute

augmentation du tarif des séjours. « Ils devraient être indexés sur les revenus de la personne », soulignent les syndicalistes.

● La pénalisante dématérialisation des services publics

« L'illectronisme affecte 61,9 % des 75 ans et plus et 24,2 % des 60 à 74 ans », note Sabine Delmas, représentante de la FGR-FP (Fédération générale des retraités de la fonction publique), préconisant le déploiement de parcours d'accompagnement et de formations au numérique dans chaque territoire. Avant de pointer du doigt la dématérialisation des démarches administratives, créant des difficultés au quotidien pour les personnes âgées.

Robert Jutkowiak de la CFTC a insisté sur le besoin d'un accompagnement humain plutôt que numérique, décrivant la situation actuelle comme une véritable épreuve pour les personnes âgées face aux QR codes à scanner et aux guichets fermés dans certaines gares. « Les demandes pour des places en Ehpad se font maintenant en ligne. Les personnes seules ne peuvent pas faire leur démarche », explique Jean-Jacques Umhauer.

● Ysé Rieffel